MAURITANIE

Un opposant appelle le peuple à rejeter le «nouveau coup d'État»

Le chef du principal parti d'opposition et candidat malheureux à la présidentielle du 18 juillet en Mauritanie, Ahmed Ould Daddah, a appelé «le peuple à rejeter ce nouveau coup d'Etat» que constitue, selon lui, la victoire du général putschiste Mohamed Ould Abdel Aziz.

«En ces moments difficiles, j'appelle le peuple mauritanien (...) à rejeter ce nouveau coup d'Etat (électoral)», a lancé M. Ould Daddah, ce jeudi, lors d'une conférence de presse.

Il s'exprimait quelques heures après la proclamation de la victoire de M. Aziz par le Conseil constitutionnel comme président de la République avec 52,47 % des suffrages et le rejet des recours de trois candidats de l'opposition, dont M. Ould Daddah. L'opposant a également appelé le peuple et les «forces vives» à «engager toutes les formes de lutte démocratique pour défendre leur droit de choisir librement leurs gouvernants, leur liberté, leur dignité, la paix civile et la stabilité du pays».

«Je compte sur tous pour sortir la Mauritanie de cette impasse dans laquelle elle est installée», a ajouté M. Ould Daddah.

L'opposition dénonce des «fraudes massives en amont et en aval du scrutin», M. Ould Daddah demandant spécifiquement un «recomptage des voix et l'analyse chimique des bulletins de vote». M. Ould Daddah a également salué la «démission courageuse du président de la Commission électorale nationale indépendante, Sid Ahmed Ould Dey, qui a refusé d'entériner cette mascarade électorale». Il avait annoncé sa démission en raison de «doutes» sur la «fiabilité» du scrutin présidentiel.

Les prises de position de la communauté internationale par rapport à la sincérité de ce scrutin, notamment les bailleurs de fonds (Union européenne, France, Etats-Unis...), seront déterminantes.

Cette élection était censée mettre un terme à la crise née du coup d'Etat du 6 août 2008, mené par le général Abdel Aziz.

Photo : DR

Mohamed Ould Abdel Aziz lors d'une conférence de presse.

ALLEMAGNE

Merkel facilement reconduite dans deux mois à la chancellerie, selon un sondage

A deux mois des législatives allemandes, la chancelière Angela Merkel est plus que jamais favorite pour se succéder à elle-même à la tête de la coalition conservateurs-libéraux, qu'elle souhaite, selon le baromètre hebdomadaire de la télévision publique ZDF paru ce vendredi.

Si les élections législatives avaient lieu dimanche, l'Union chrétienne-démocrate CDU de Mme Merkel et son alliée bavaroise Union chrétienne-sociale CSU obtiendraient 36 % des voix, contre 24 % pour le parti social-démocrate SPD du candidat à la chancellerie Frank-Walter Steinmeier, selon ce sondage.

Mme Merkel serait en mesure de former au lendemain des élections du 27 septembre une coalition avec les libéraux du FDP (14 %), pour succéder, comme elle en a émis le souhait, à la «grande coalition» avec le SPD qu'elle dirige depuis 2005.

La gauche radicale Die Linke engrangerait 9 % des votes et les Verts 11 %, selon le baromètre de ZDF.

Près des deux-tiers des Allemands (62 %) voudraient voir Angela Merkel reconduite dans ses fonctions, contre seulement 25 % qui voudraient M. Steinmeier comme chancelier.

Parmi les sympathisants du SPD, seuls 50 % se prononcent pour M. Steinmeier, 40 % préférant voir Mme Merkel reconduite.

«L'avance de Mme Merkel est largement plus importante que celle (du précédent chancelier SPD) de Gerhard Schröder avant les élections de 2002 et 2005», relève le sondage.

Sur le podium des personnalités politiques préférées des Allemands, la chancelière arrive désormais deuxième, détrônée par son jeune ministre CSU de l'Economie, Karl-Theodor von Guttenberg.

KIRGHIZSTAN

L'OSCE critique sévèrement l'élection présidentielle

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a sévèrement critiqué, hier, le déroulement de l'élection présidentielle au Kirghizstan, jugeant qu'elle ne respectait pas les critères démocratiques.

«L'élection présidentielle kirghize ne respecte pas des normes-clés pour l'OSCE, malgré des éléments positifs», a indiqué l'Organisation dans son rapport publié au lendemain du scrutin qui a vu le président sortant Kourmanbek Bakiev réélu avec plus de 85 % des suffrages, selon des résultats partiels (environ deux tiers des voix).

Près de 300 observateurs de l'OSCE avaient été déployés pour l'occasion dans ce petit pays pauvre, montagneux et instable d'Asie centrale. «Le jour de l'élection a été entaché de nombreux problèmes et irrégularités, parmi lesquels des bourrages d'urne, des imprécisions dans les listes d'électeurs et des votes multiples», critique l'OSCE.

«Le processus s'est encore détérioré pendant le décompte du vote et le classement des résultats, les observateurs jugeant négativement cette partie du processus dans plus de la moitié des cas observés», relève encore l'Organisation. L'OSCE relève que les électeurs avaient le choix entre plusieurs candidats et que la société civile a joué un «rôle important» dans le processus électoral.

Malgré cela, le président sortant a bénéficié d'un «avantage indû» sur ses adversaires en abusant des ressources liées à sa fonction et de couvertures partisanes en sa faveur dans les médias, selon elle. «Malheureusement, le scrutin n'a pas démontré les progrès que nous espérions et il a à nouveau manqué à des critères-clés auxquels le Kirghizstan s'était engagé en tant que pays participant à l'OSCE», a jugé Radmila Sekerinska, chef de la mission d'observation du Bureau des institutions démocratiques et droits de l'homme de l'OSCE (ODHIR). Les campagnes des candidats de l'opposition ont été victimes «d'obstruction» et leurs partisans de «pressions et d'intimidations», note le rapport. Ces manquements ont conduit à «une atmosphère de méfiance et porté atteinte à la confiance du public en la tenue d'élections réellement démocratiques», poursuit-il.

La victoire de M. Bakiev, porté au pouvoir en 2005 par de violentes manifestations à l'issue d'élections entachées de fraudes, était largement attendue dans cette ex-république soviétique stratégique d'Asie centrale qui héberge à la fois une base russe et une autre américaine.

L'opposition avait, dès jeudi dernier, vivement critiqué le déroulement de l'élection et son résultat et annoncé des «actions» de contestation dans les jours à venir.

AFGHANISTAN

Enquête de l'armée américaine sur l'enlèvement d'un soldat par les talibans

L'armée américaine en Afghanistan a ouvert une enquête sur les circonstances obscures de l'enlèvement par les talibans d'un de ses soldats, toujours activement recherché, dans le sud-est du pays, a annoncé, ce vendredi, une porte-parole militaire.

Le caporal Bowe Bergdahl, 23 ans, disparu fin juin près d'une base militaire américaine dans la province de Paktika, est le premier soldat américain capturé par les rebelles talibans, qui ont récemment diffusé une vidéo le montrant, depuis le début de l'intervention internationale en Afghanistan à la fin 2001.

«Les circonstances de sa disparition sont en train d'être étudiées de près», a déclaré à l'AFP une porte-parole de l'armée américaine à Kaboul, Christine Sidenstricker. «A chaque fois qu'une telle chose arrive, nous enquêtons (...) afin de nous assurer que nos procédures sont appropriées et qu'elles ont été respectées», a-t-elle ajouté.

L'armée américaine a, au départ, indiqué que le soldat avait été capturé en dehors de sa base, sans préciser la raison pour laquelle il s'était aventuré dans cette région à forte présence talibane. Dans un de leurs communiqués annonçant sa capture, début juillet, les talibans avaient affirmé qu'il était saoul au moment où il a été fait prisonnier.

Dans la vidéo récemment diffusée par ses geôliers, le soldat explique de son côté avoir été capturé alors qu'il était à la traîne derrière sa patrouille.

«L'opération pour retrouver le caporal Bergdahl est l'une des plus importantes en Afghanistan actuellement. Nous continuons à faire tout ce que nous pouvons pour le ramener sain et sauf», a indiqué la porte-parole américaine, sans plus de précisions.

Certaines sources ont affirmé à l'AFP que l'otage était détenu dans la zone tribale pakistanaise du Waziristan, située de l'autre côté de la frontière. D'autres évoquent plutôt les provinces afghanes de Paktika ou de Ghazni (sud).

Quelque 57 000 soldat américains sont actuellement stationnés en Afghanistan, appuyés par 30 000 autres militaires étrangers, afin de tenter de stabiliser le pays face à la violente insurrection menée par les talibans, qui a gagné du terrain depuis deux ans.